

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

L'AIS désavoue le FIS

**L'appétence des formations islamistes qui ne jurent que par la victoire au rendez-vous électoral du 10 mai prochain continue de faire des émules, y compris parmi les «déclassés» de la nébuleuse terroriste des années 1990.**

L'appel au boycott des élections lancé par des dirigeants de l'ex-FIS n'a pas tardé à faire réagir d'anciens responsables de son bras armé, l'AIS en l'occurrence, qui annoncent la tenue prochaine d'une réunion «au sommet» de cette organisation, élargie à «certains» dirigeants du parti dissous, afin d'adopter une position définitive vis-à-vis des législatives.

A s'y méprendre, c'est le journal étatique *Annasr* paraissant à l'est du pays qui consacre les pages centrales de son édition de jeudi dernier à un long entretien avec, simultanément, l'ancien «émir» régional de l'AIS, Mohamed Boujenana et le responsable de l'information de cette même organisation, Hamdane Saâda Khelkhal.

Sur fond de surenchères, les deux ex-responsables de l'organisation ter-

roriste, qui ne considèrent plus la démocratie comme une impiété, abordent la question des prochaines législatives par un discours bicéphale qui met en avant, notamment, «les interdits qui frappent encore les anciens membres de la Jamaâ», l'organisation terroriste de l'AIS s'entend. Un contexte qui ne favoriserait donc pas leur réémergence dans le giron de l'activisme islamiste.

«Pour la Jamaâ, la crise est dépassée en vertu d'un accord qui n'est pas respecté dans son intégralité au profit des éléments de l'AIS qui ne jouissent pas tous de leurs droits civiques et politiques bien qu'ils ne soient pas concernés par les dispositions d'interdictions contenues dans la loi portant réconciliation nationale, d'où, poursuit Boujenana, la légitimité de ces élections est remise en cause dès lors

qu'elle ne concernent pas une frange du peuple algérien et tant que des militants de l'ex-FIS n'ont pas le droit d'y participer ou de se porter candidats».

L'ex-«émir» régional de l'AIS pense, cependant, que «l'engagement du président de la République pour la tenue d'élections qui ne ressembleraient pas aux précédentes joutes, l'accréditation de nouveaux partis politiques, à l'instar du FJD de Abdallah Djaballah, sous la pression de la rue, et l'influence des révolutions arabes sont autant d'aspects positifs pour cette échéance». Volte-face. Ce clin d'œil au parti de Djaballah, qui a ouvertement tendu la main à l'ex-FIS et promis de réparer «le préjudice qui affecte ses militants» est rapidement rattrapé par de lourds soupçons que l'ex-émir ne s'embarrasse pas de porter à l'endroit du cheikh. «Plusieurs partis en lice ont été créés par le pouvoir pour une mission précise, celle de réussir ces élections et nous craignons qu'il existe parmi les nouvelles formations accréditées, un parti habillé de

barbe et de kamis qui serait chargé de rééditer le même rôle joué par le RND lors de sa création en 1997. Aussi, nous n'écartons pas le fait que ce rôle soit dévolu au parti de Djaballah.»

Surenchère. Plus qu'une quête de garanties, l'allusion de l'ex-chef terroriste s'apparente plutôt à une offre de service à qui mieux-mieux, s'agissant du «soutien» qui se dégagera du conclave annoncé des «figures de proue» de son organisation d'autant plus qu'il n'omettra pas de citer dans son entretien un autre «leader» islamiste, Abdelmadjid Menasra, «auquel on a refusé l'agrément dans un premier temps en raison de la présence d'éléments de l'ex-FIS parmi les membres fondateurs de son parti».

Les deux responsables de l'ex-AIS, qui se disent étonnés de l'appel au boycott des élections lancé par des dirigeants de l'ex-FIS, réfutent à qui-convient le droit de préconiser de manière unilatérale, une position vis-à-vis des élections législatives au nom de leurs organisation et parti, tous les

deux dissous. «Notre position et notre soutien seront tranchés lors d'une rencontre de tous nos responsables élargie à quelques dirigeants de l'ex-FIS. Ce qui est certain, cependant, notre soutien ne sera en aucun cas accordé à un parti non-islamiste.»

Une rencontre à laquelle prendra probablement part l'ancien porte-parole de l'instance exécutive de l'ex-FIS à l'étranger, Rabah Kébir, connu surtout pour ses accointances avec la branche armée du parti dissous — il avait été condamné à plusieurs reprises pour activités terroristes par les cours spéciales instaurées au début des années 1990 —, de ses divergences et désaccords avec les dirigeants de la nébuleuse intégriste.

L'arrivée de Rabah Kébir, en Algérie dans les prochains jours, est sournoisement annoncée par les deux «interviewés» du journal *Annasr* dans ce qui s'apparente à un début de redéploiement des sinistres acteurs de la décennie noire.

K. G.

SELON LUI, L'ALGÉRIE EST À LA CROISÉE DES CHEMINS

Ouyahia évoque«un complot étranger»

**Ahmed Ouyahia ne mâche pas ses mots. Il parle ouvertement de «desseins qui se trament contre le pays» pour en faire un autre terrain de prétendues «révolutions», à la mode depuis début 2011 dans le monde arabe. Le patron de l'exécutif désigne même les parties concernées : «Une superpuissance» et «ceux qui se la coulent douce à Doha, Londres et Genève», c'est-à-dire les islamistes.**

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir)** - Dans une intervention fleuve, prononcée jeudi à l'occasion de la clôture de la conférence nationale pour la jeunesse organisée par son parti, le Rassemblement national démocratique, le Premier ministre dira clairement «qu'une superpuissance mondiale accorde, aujourd'hui, un intérêt accru à la jeunesse algérienne et annonce ouvertement son intention de former les jeunes sur les moyens de se mobiliser pour faire entendre leur voix auprès de

leur régime et pour qu'ils puissent contribuer à l'instauration de la démocratie».

Ceci, «alors même qu'elle rejette toutes les demandes de visas touristiques à des centaines de milliers d'autres jeunes algériens. Mais d'où vient donc cet amour subit pour la jeunesse algérienne ?».

Pour Ouyahia, il ne fait aucun doute : «Tout ce qui intéresse ces gens-là, c'est de former nos jeunes à des printemps de révolutions colorées par certains ateliers euro-

péens» ! Et pour éviter un scénario à la libyenne, à la tunisienne ou à l'égyptienne, Ouyahia appelle les jeunes Algériens à la vigilance.

Le patron du RND insiste particulièrement sur le retour inquiétant du «discours populiste et nihiliste depuis deux ans dans le pays. C'est ce même discours qui prévalait dans les années 1990 1991. C'était ce même climat qui régnait à l'époque. Une situation chaotique qui nous a menés aux années du terrorisme». Des années durant lesquelles l'Algérie a perdu «y compris de jeunes égarés, entraînés vers la mort sans savoir pourquoi ils devaient mourir. Mais nous, nous savons qui les a entraînés dans les rangs du terrorisme. C'est bien entendu le groupe qui s'égosille aujourd'hui dans

les tribunes de Doha, Londres ou Genève et appelle au retour de la révolution».

Pour Ouyahia, le monde arabe vit, aujourd'hui, une situation de confusion et de désordre semblable à celle de mai 1968 en Europe. Et «analyser ce qui se passe aujourd'hui dans le monde arabe demande du temps». Mais il reste confiant quant à la capacité «du peuple algérien de protéger son pays comme il a eu à le faire contre Sant'Egidio en temps de crise lorsque le pays vivait sous embargo. Oui, le peuple algérien avait vaincu Sant'Egidio les pieds nus et le ventre creux. Il n'avait utilisé pour cela ni blindés, ni argent».

Pour le premier responsable du gouvernement, il est hors de question de céder à la tentation du discours démago-

gique et nihiliste, celui là même qui avait occasionné des dégâts au sein de l'électorat dont la forte abstention avait permis la victoire du FIS avec toutes les conséquences que l'on connaît. Aussi, appelle-t-il les membres de son parti, le RND, à mener campagne pour les prochaines législatives «la tête haute ! Il faut être fier de notre bilan, du bilan du gouvernement auquel nous avons participé».

Ouyahia dit tout assumer «contrairement à certains», entendre le MSP de Bouguerra Soltani. «Je rappelle à certains qui nous parlent de la corruption aujourd'hui, que les mesures les plus sévères contre ce phénomène ont été prises sous ce gouvernement. Je leur rappelle aussi qu'ils avaient voté contre tous les textes de loi portant lutte

contre la corruption au niveau de l'Assemblée.» Ouyahia, qui prend le plus grand soin depuis quelque temps d'épargner le FLN de Abdelaziz Belkhadem, est ainsi le deuxième haut responsable du pays, après Bouteflika en personne, à parler ouvertement du danger réel d'une ingérence étrangère qui guette le pays. «Appelons les choses par leur nom : le monde arabe vit une véritable tempête ! Dites aux jeunes Algériens, interpellera-t-il solennellement son auditoire, que l'Algérie est à la croisée des chemins.» Il faut dire que le Premier ministre dispose de tous les rapports faisant état, en l'occurrence, de fréquentes visites de leaders islamistes chez des ambassades bien précises à Alger.

K. A.

FLN : BELKHADEM ET GOUDJIL ABOUTISSENT

À UN ACCORD

Pas de commission mixte ni de listes communes

**Fin de crise au Front de libération nationale. Du moins, la hache de guerre est enterrée entre la direction légale du parti et le «mouvement des redresseurs» à propos des listes de candidatures, suite à l'accord conclu entre Abdelaziz Belkhadem et Salah Goudjil, à l'issue d'une longue réunion tenue jeudi dernier à l'hôtel Mouflon d'Or à Alger.**

«Il n'y aura pas de listes communes à proprement parler ni même de constitution d'une commission mixte pour la confection des listes de candidatures, comme initialement convenu entre les deux parties.» C'est ce que nous confie une source proche du parti. Les deux hommes, qui s'étaient en effet rencontrés pour la quatrième fois au milieu de la semaine dernière, ont opté pour «la souplesse». A savoir, selon notre source, «tout régler en tête à tête et non pas en commission. Jeudi donc, Goudjil revoit Belkhadem avec quelques propositions de noms à injecter sur les listes de candidatures du FLN. Ceci dit, les listes que les redresseurs ont déjà finalisées au niveau de plusieurs wilayas sous le label «indépendant» demeureront. Les élus, parmi ces mêmes listes lors des législatives du 10 mai prochain, pourront alors naturellement rejoindre les rangs du parti». Une sorte de réconciliation en aval, pour ainsi dire, conclue sous la contrainte du temps mais aussi du nombre pléthorique des postulants à la candi-

ture, dans les deux camps.

«Des listes communes ou unifiées auraient occasionné plus de dégâts qu'elles n'auraient réglé de problèmes car les mécontents se seraient ligüés, dans un tel cas de figure, et contre la direction légale et contre les redresseurs», explique notre source. Et c'est justement ce scénario catastrophe que redoute au plus haut point le pouvoir ! Car un FLN affaibli, ce sera, à coup sûr, la porte grande ouverte de l'Assemblée mais aussi du Palais du gouvernement aux islamistes.

«L'équation est toute simple : les partis islamistes sont accrédités d'un taux se situant entre 30% et 40% d'intention de vote. Dans ce cas, seul un FLN fort allié à un RND assez stable est en mesure d'éviter l'arrivée en tête des islamistes ou apparentés et, partant, une issue de l'élection analogue à celles de la Tunisie, de l'Égypte ou du Maroc», détaille encore notre source.

Faut-il rappeler d'ailleurs que la relance du dialogue entre la direction du FLN et les redresseurs n'avait eu lieu que sur instruction pressante et insistante de Abdelaziz Bouteflika. Ceci étant, l'accord entre les deux chefs de file comporte un autre volet : celui consistant à revoir la composante du bureau politique et du comité central. L'on se dirige, autrement dit, tout droit vers un congrès extraordinaire de l'ex-parti unique au lendemain des législatives.

K. A.

L'EX-ANIMATEUR DU MOUVEMENT DE REDRESSEMENT

DÉNONCE L'ACCORD AVEC BELKHADEM :

«Je me présente sur une liste du Front El Moustakbel»

**Le désormais ex-animateur du Mouvement de redressement du Front de libération nationale rejette l'option d'une alliance avec l'actuelle direction du FLN à l'occasion de l'élection législative. Saïd Naïli a décidé de claquer la porte du FLN et de rallier le Front El Moustakbel, la formation dirigée par Abdelaziz Belaïd.**

Entretien réalisé par Tarek Hafid

années, pour rallier le Front El Moustakbel.

**Le Soir d'Algérie : Quelle est la situation du Mouvement de redressement en France ?**

**Saïd Naïli** : La situation est très critique. Les discussions entre Salah Goudjil et Abdelaziz Belkhadem n'ont toujours pas abouti. Mais je reste convaincu qu'il sera difficile d'aboutir à des listes communes. En tout cas, dans le cas de la circonscription de France-Nord, c'est une situation qui est très floue puisque la direction du parti continue de faire cavalier seul. C'est pourquoi j'ai décidé de quitter le Front de libération nationale, parti dans lequel je milite depuis de nombreuses

**Pourquoi avoir pris une décision aussi extrême ?**

Sincèrement, je commence à être fatigué de militer dans ce parti après les crises de ces dernières années. Aujourd'hui, je me lance un nouveau défi. J'ai été invité à titre personnel au congrès constitutif du Front El Moustakbel, et je dois dire que j'ai trouvé la démarche de Abdelaziz Belaïd très intéressante. Nous partageons et défendons les mêmes idées. En rejoignant cette formation, je mets à son service mon tissu relationnel dans les 2 zones de France ainsi que dans les wilayas de Sétif, Bordj Bou Arréridj, Béjaïa et Oran.

Le nombre de sièges à l'Assemblée populaire nationale a récemment été revu à la hausse. Pourquoi les circonscriptions situées à l'étranger n'ont pas été concernées par cette révision ?

Alors selon certaines informations, des citoyens auraient écrit à la présidence de la République pour dire que les députés de l'émigration ne servent à rien. Mais si on part du principe qu'ils ne servent à rien, autant retirer ces sièges définitivement et trouver une autre formule de représentativité législative.

Cela permettra au Trésor public de faire des économies. Par contre, si cette présence à l'Assemblée est utile, autant qu'elle soit réelle. A titre indicatif, la Tunisie a 11 députés pour la France. Mais il est vrai que nos députés ne se sont jamais battus pour élargir la représentativité de la communauté à l'étranger.

T. H.